

## **Rapport financier trimestriel**

Période terminée le 30 septembre 2015

Deuxième trimestre de l'exercice 2015-2016

Publié le 27 novembre 2015

**TELLETT**  
Canada



## TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE MISSION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	2
	PROGRAMMES.....	2
	ACTIVITÉS.....	3
	PERSONNEL.....	3
4.	GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	3
5.	GESTION DU RISQUE.....	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	4
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS.....	4
	DÉPENSES DE SOUTIEN.....	4
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	5
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	6
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE.....	7
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	8
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	9
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2015.....	10
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	10
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	12
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	13
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	14
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	15
	NOTE AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	16
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	16



## 1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu multi-écrans canadien — accessible partout, en tout temps et sur toutes les plateformes.

### Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

### Notre travail

Téléfilm est formé d'une équipe de quelque 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous appuyons des entreprises dynamiques et des talents créatifs, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens et en mettant en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son nouveau plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*<sup>1</sup>, qui comporte six priorités :

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle depuis nos quatre bureaux de Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

## 2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*<sup>2</sup> établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

## 3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

### Programmes

La Société et le Groupe de Fonds Rogers ont renouvelé le Programme pour le long métrage documentaire pour l'exercice 2015-2016 et souhaitent favoriser le succès et assurer l'avenir du cinéma documentaire canadien. La Société a alloué une enveloppe de 625 000 dollars à ce programme.

1 : [www.telefilm.ca/fr/telefilm/publications-institutionnelles/plan-dentreprise](http://www.telefilm.ca/fr/telefilm/publications-institutionnelles/plan-dentreprise)  
2 : [www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text](http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789&section=text)

### 3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

#### Activités

La Société a financé, au cours du trimestre, 36 nouvelles productions pour une somme dépassant les 22 millions de dollars. De plus, le Canada a rayonné sur la scène internationale avec trois films canadiens présentés en compétition au 68<sup>e</sup> Festival du Film de Locarno, dont *Guibord s'en va-t-en guerre*, de Philippe Falardeau, diffusé sur la Piazza Grande. Les réalisateurs canadiens, Anne Émond et Igor Drljaca étaient sur place pour présenter leurs films respectifs, *Les êtres chers* et *The Waiting Room*. Également, la Société s'est réjouie de la forte présence canadienne au 63<sup>e</sup> Festival international du film de San Sebastián, notamment en raison des trois films canadiens présentés et de la coproduction minoritaire Canada-Espagne *Regression*, présentée à l'ouverture du Festival. De plus, de pair avec cet événement, l'initiative Focus sur le Canada a permis à une délégation de 12 producteurs et distributeurs canadiens de prendre part au Forum de coproduction Europe-Amérique latine mis sur pied par le Festival hôte, Téléfilm et ses partenaires (Manitoba Film & Music, la SODEC et la Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario).

La Société a aussi mis l'accent sur le talent canadien au 40<sup>e</sup> Festival international du film de Toronto (TIFF) par le biais de différentes initiatives telles que : l'activité préfestival Eye on TIFF (à New York et Los Angeles) qui offrait aux distributeurs un avant-goût de l'offre canadienne du Festival; le Filmmaker Boot Camp qui préparait les producteurs et les réalisateurs aux exigences et aux bénéfices des festivals de films; le Canada Lounge qui mettait à la disposition des équipes des films canadiens un centre d'affaires et de réseautage pour rencontrer l'industrie et la presse internationale; PITCH THIS! qui permettait de promouvoir une idée de long métrage auprès d'un jury d'experts internationaux; et le microsite Pleins feux sur les talents canadiens au Festival qui visait la promotion du contenu et du talent canadien à l'affiche.

Par ailleurs, Téléfilm et uniFrance Films ont annoncé la création d'un partenariat axé sur la diffusion et la promotion du cinéma indépendant de leurs pays respectifs. La première collaboration visera le marché des États-Unis, tout d'abord dans le cadre de la tournée annuelle de Téléfilm, Canada Cool, qui intégrera un film français, puis avec la tournée Young French Cinema d'uniFrance Films qui intégrera un film canadien de langue française. Ces initiatives ont pour objectif de bâtir les auditoires pour le cinéma indépendant et de faire rayonner les talents français et canadiens sur le sol américain, dans une grande diversité de lieux de diffusion.

Finalement, sous la gouverne de Téléfilm, le comité de sélection pancanadien a sélectionné le long métrage *Félix et Meira*, de Maxime Giroux, pour représenter le Canada dans la course aux nominations aux Oscars dans la catégorie du Meilleur film en langue étrangère.

#### Personnel

La Société tient à souligner le mérite de sa Directrice générale, Carolle Brabant, qui s'est vu octroyer le grade de Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres. Ce prix honore les personnes qui se sont distinguées par leur création dans le domaine artistique ou littéraire ou par la contribution qu'elles ont apportée au rayonnement des arts et des lettres en France et dans le monde. Cet ordre honorifique est conféré par le Ministère de la Culture et de la Communication de la république française, et sera remis à Madame Brabant par la Consule générale de France à Montréal en décembre prochain.

### 4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société s'appuie sur une gouvernance solide articulée par les voies du conseil d'administration et de ses trois sous-comités, ainsi que par le comité de direction présidé par la Directrice générale et ses comités dérivés. Le conseil d'administration et le comité d'audit et des finances ont chacun tenu une réunion au cours du trimestre. Le comité de direction s'est pour sa part réuni à sept reprises. Également, notons que madame Marie-Linda Lord officiera dès octobre 2015 à titre de membre du comité de planification stratégique et des communications.

## 5. GESTION DU RISQUE

La Société gère ses risques par l'entremise du comité de gestion de risques, qui est composé de tous les membres du comité de direction. L'évaluation des risques et de leurs mesures d'atténuation est effectuée semestriellement. La revue est présentement en cours et présente comme amélioration la documentation des composantes des risques qui permet, entre autres, d'apprécier l'évolution des risques selon diverses perspectives. Il n'y a pas de nouveau risque recensé à ce jour.

## 6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans les délais impartis par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 30 septembre 2015. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

Tous les montants présentent des chiffres arrondis et les calculs d'écarts sont basés sur les chiffres des états financiers.

### Dépenses de soutien

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2015

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2015-	2014-	Budget		Réel	
			2016	2015	\$	%	\$	%
Production	61,5	29,3	26,6	37,0	2,7	9	(10,5)	(28)
Développement	7,6	1,1	1,2	1,8	(0,1)	(8)	(0,6)	(33)
	69,1	30,4	27,8	38,8	2,7	9	(11,1)	(29)
Promotion	7,3	4,3	4,4	3,8	(0,1)	(3)	0,6	16
Mise en marché	11,3	3,6	3,3	4,0	0,3	7	(0,7)	(17)
Événements internationaux	2,2	1,2	1,2	1,2	-	(1)	-	2
	20,8	9,1	8,9	9,0	0,1	1	-	(1)
	89,9	39,5	36,7	47,8	2,8	7	(11,1)	(23)

Nos activités de soutien à l'industrie sont cohérentes avec nos prévisions financières et présentent un surplus budgétaire de 7% à la mi-année. Nous estimons toutefois que cet excédent se résorbera au cours des deux prochains trimestres. Par ailleurs, des écarts significatifs surviennent de l'analyse de nos données courantes en comparaison de nos résultats antérieurs. À cet effet, les dépenses issues de notre programme d'aide à la production sont en baisse de 10,5 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Ce phénomène trouve principalement son explication par une diminution importante du nombre de films financés par l'entremise des compagnies de production qui peuvent se prévaloir du volet accéléré du programme, particulièrement en langue anglaise. Il est attendu que ces entreprises présenteront des projets d'ici au 31 mars. Le programme d'aide au développement présente lui aussi une diminution de ses dépenses en comparaison des trimestres antérieurs, soit une baisse de 0,6 million de dollars. La Société a financé à cet égard une vingtaine de projets de moins qu'à pareille date l'an dernier, soit une diminution de 30%.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Par ailleurs, nos dépenses de financement de soutien promotionnel se sont accrues par rapport à l'exercice précédent, principalement dû à quelques événements qui ont été engagés plus tôt que l'an dernier, notamment le très populaire Hot Docs Canadian International Documentary Festival. Finalement, en comparaison de l'exercice antérieur, notre soutien à la mise en marché est en baisse de 17% soit près de 0,7 million de dollars. Cette diminution s'explique notamment par le report de projets de mise en marché par les distributeurs, qui a été motivé par les nombreuses sorties de films américains anticipées prochainement.

### Frais de fonctionnement et d'administration

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2015

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2015- 2016	2014- 2015	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18,8	9,4	9,0	8,4	0,4	5	0,5	6
Technologies de l'information	1,5	0,9	0,9	1,0	-	-	-	(4)
Location	1,7	0,9	0,9	0,9	-	(4)	-	(2)
Honoraires professionnels	2,0	0,8	0,8	0,7	-	(1)	0,1	18
Frais de bureau	0,6	0,3	0,2	0,3	-	11	-	6
Voyages	0,6	0,3	0,2	0,2	0,1	36	-	(17)
Amortissement	0,3	0,1	0,2	0,3	-	(8)	(0,2)	(52)
Publicité et publications	0,2	0,1	0,1	0,1	-	36	-	(9)
	25,7	12,8	12,3	11,9	0,6	4	0,4	3

La Société présente un léger surplus budgétaire de 4% pour le premier semestre. Ce résultat est très satisfaisant et de bon augure en prévision de notre fin d'exercice. L'économie la plus importante provient de notre masse salariale où certains postes non comblés, combinés aux effets de remplacements de postes ont procuré des économies appréciables de l'ordre de 0,4 million de dollars. Par ailleurs, nos dépenses salariales se sont accrues en comparaison de l'exercice antérieur, notamment en raison des augmentations salariales et de la dotation de postes non-comblés au premier semestre de l'exercice précédent.

Les autres dépenses administratives sont relativement stables. Notons que les honoraires professionnels affichent une hausse en comparaison du premier semestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux consultants informatiques utilisés pour pallier les besoins en effectif. Également, les frais de voyage affichent un surplus budgétaire qui découle principalement de l'annulation de certains voyages prévus autant en sol canadien qu'à l'international. Finalement, l'amortissement présente une baisse par rapport à la période comparative qui provient de biens complètement amortis, particulièrement de nos améliorations locatives.

## 7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

### Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2015

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2015- 2016	2014- 2015	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	95,5	45,3	45,7	50,8	0,4	1	(5,1)	(10)
Revenus d'investissements et récupérations	10,0	5,1	5,9	5,7	0,8	17	0,3	5
Honoraires de gestion provenant du FMC	10,0	5,0	4,9	4,8	(0,1)	(3)	0,1	2
Fonds des talents	2,0	0,3	0,8	0,2	0,5	151	0,5	221
Intérêts et autres revenus	0,1	0,1	0,1	0,2	-	18	(0,2)	(74)
	117,6	55,8	57,4	61,7	1,5	3	(4,4)	(7)

Notre financement présente des fluctuations à court terme qui tendent à s'amenuiser sur la base d'un exercice financier complet. À cet égard, le crédit parlementaire affiche une baisse significative de 5,1 millions de dollars par rapport à la période comparative. En effet, nos activités de financement du programme d'aide à la production présentent temporairement une baisse d'activité importante qui se répercute directement sur l'utilisation de notre crédit parlementaire. D'autre part, nos revenus et récupérations issus des projets financés sont en hausse de 0,8 million de dollars, galvanisés par les remises provenant des productions *Enemy* et *The Captive*.

De surcroît, les revenus du Fonds des talents sont aussi à la hausse (0,5 million de dollars) autant en regard des revenus budgétisés que des revenus de l'exercice précédent. Il est à noter que l'anticipation des dons et le calendrier d'utilisation des montants provenant des ententes de contributions sont difficilement prévisibles. De plus, la hausse des revenus du Fonds par rapport au semestre antérieur provient en part égale des deux voies de financement du Fonds des talents: l'augmentation d'encaissement de dons significatifs provenant de fondation, de donateur privé et d'entreprise; et l'utilisation accrue des contributions annuelles de Bell Média et Corus Entertainment, qui en était à leur première année en 2014-2015. Finalement, le poste d'intérêts et autres revenus présente pour sa part une baisse par rapport au semestre comparatif. Cette diminution découle d'une remise monétaire associée au renouvellement du bail de notre siège social que la Société avait reçue au cours de l'exercice précédent.

## 8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

	Réel (M\$)		Écart	
	2015- 2016	2014- 2015	\$	%
Dépenses de support	28,9	37,6	(8,8)	(23)
Frais de fonctionnement et d'administration	5,9	5,8	0,1	2
Revenus	8,1	7,7	0,5	6
Crédit parlementaire	25,2	32,8	(7,6)	(23)
Déficit	(1,5)	(2,9)	1,5	(52)

Les dépenses en soutien à l'industrie présentent une baisse significative de 23% en regard des données comparatives. Cette baisse est principalement attribuable à notre programme d'aide à la production. En effet, les entreprises admissibles au volet accéléré n'ont pas déposé de projets d'envergure au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015-2016. Notons que l'effet est particulièrement accentué du fait que le deuxième trimestre de l'exercice 2014-2015 fut particulièrement fructueux en ce sens. En dernier lieu, le financement provenant de notre crédit parlementaire présente aussi une baisse significative de 23% en comparaison du trimestre comparatif de l'exercice 2014-2015. Cette diminution est fortement corrélée à la baisse de nos activités de financement du deuxième trimestre et de l'utilisation du crédit parlementaire en conséquence.



## 9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel (M\$)		Écart	
	30 sept. 2015	31 mars 2015	\$	%
<b>Actifs financiers</b>				
Montant à recevoir du Trésor	55,1	47,6	7,5	16
Trésorerie - Fonds des talents	1,8	0,5	1,3	228
Débiteurs	3,4	4,2	(0,8)	(19)
À recevoir du FMC	2,4	3,3	(0,9)	(27)
Prêt	0,7	0,7	-	-
	63,4	56,3	7,1	13
<b>Passifs</b>				
Créditeurs	2,3	2,3	-	2
Revenus reportés - Fonds des talents	1,1	0,2	0,9	429
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	29,2	32,3	(3,1)	(10)
Passif au titre des avantages sociaux futurs	0,8	0,8	(0,1)	(7)
<b>Actifs financiers nets</b>	30,0	20,7	9,3	45
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations corporelles	3,1	2,6	0,5	18
Charges payées d'avance	0,5	1,9	(1,4)	(73)
<b>Excédent accumulé</b>	33,6	25,2	8,4	33

### Actifs financiers

La Société présente une solide position financière démontrée par le niveau de ses actifs nets. La trésorerie, l'actif le plus important, a augmenté depuis le 31 mars 2015, notamment par l'entremise de l'encaissement de revenus et récupérations issus de projets. Également, la position de trésorerie du Fonds des talents a aussi augmenté, due principalement à l'encaissement de la contribution de Bell Média. Les débiteurs sont en baisse, qui s'explique principalement par l'encaissement planifié de comptes clients significatifs dus au 31 mars dernier. Le montant à recevoir du Fonds des médias du Canada (FMC) affiche aussi une diminution, qui est reliée au recouvrement de coûts liés au développement du nouveau logiciel de gestion des processus d'affaires chargés au 31 mars dernier, et à la taxe de vente harmonisée de 13 % exigibles sur les services d'exécution des programmes.

### Passifs financiers

Les revenus reportés ont augmenté de façon significative, principalement dû à l'encaissement de la contribution de Bell Média (1,4 million de dollars). La diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière découle principalement de notre baisse du niveau d'activité pour l'exercice à ce jour, en terme d'engagement de nouveaux contrats.

### Actifs non financiers

La hausse des immobilisations corporelles provient de la capitalisation aux travaux en cours des coûts associés au développement du nouveau logiciel de gestion des processus d'affaires, qui remplacera notre système opérationnel utilisé dans l'exécution des programmes de financement. En dernier lieu, les charges payées d'avance ont diminué de façon importante en conséquence de la passation aux résultats de la presque totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent.



## 10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

<i>En millions de dollars canadiens</i>	<b>30 sept. 2015</b>	<b>30 sept. 2014</b>
<b>Coût de l'exploitation</b>	48,9	59,7
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de support qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	3,2	(3,7)
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(0,5)	(0,2)
Charges payées d'avance	(1,4)	(1,1)
Prêt	-	0,6
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(4,9)	(4,8)
Acquisitions d'immobilisations	0,6	0,3
Amortissement	(0,2)	(0,3)
Avantages sociaux futurs	-	0,3
<b>Crédit parlementaire constaté au 30 septembre</b>	<b>45,7</b>	<b>50,8</b>
<b>Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents</b>	<b>49,8</b>	<b>44,7</b>
<b>Crédit parlementaire autorisé</b>	<b>95,5</b>	<b>95,5</b>

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2015-2016.

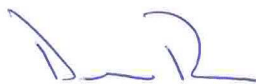
**11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2015****Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA  
Directrice générale



Denis Pion  
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada  
Le 27 novembre 2015



### État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 30 sept.	
		2015	2014
<b>Dépenses de support</b>			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		22 299	29 004
Aide au développement		1 144	1 833
		23 443	30 837
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Promotion		3 938	3 197
Aide à la distribution et mise en marché		1 100	3 207
Participation aux événements internationaux		381	385
		5 419	6 789
		28 862	37 626
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	A	5 924	5 808
<b>Coût de l'exploitation</b>		34 786	43 434
<b>Revenus</b>			
Revenus d'investissements et récupérations		4 979	5 094
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 427	2 318
Fonds des talents		700	230
Intérêts et autres revenus		32	26
		8 138	7 668
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement</b>		26 648	35 766
<b>Financement gouvernemental</b>			
Crédit parlementaire		25 218	32 813
<b>Déficit</b>		(1 430)	(2 953)
<b>Excédent accumulé au début</b>		35 001	25 257
<b>Excédent accumulé à la fin</b>		33 571	22 304

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



### État des résultats

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Période terminée le 30 sept.		
		Budget Cumulatif	2015 Cumulatif	2014 Cumulatif
<b>Dépenses de soutien</b>				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		29 300	26 551	37 033
Aide au développement		1 130	1 223	1 833
		30 430	27 774	38 866
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Promotion		4 250	4 379	3 770
Aide à la distribution et mise en marché		3 550	3 298	3 977
Participation aux événements internationaux		1 200	1 207	1 183
		9 000	8 884	8 930
		39 430	36 658	47 796
<b>Frais de fonctionnement et d'administration</b>	B	12 824	12 250	11 860
<b>Coût de l'exploitation</b>		52 254	48 908	59 656
<b>Revenus</b>				
Revenus d'investissements et récupérations				
		5 097	5 945	5 666
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada				
		5 012	4 863	4 750
Fonds des talents				
		300	752	234
Intérêts et autres revenus				
		50	59	229
		10 459	11 619	10 879
<b>Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental</b>		41 795	37 289	48 777
<b>Financement gouvernemental</b>				
Crédit parlementaire				
		45 324	45 687	50 825
<b>Excédent</b>		3 529	8 398	2 048
<b>Excédent accumulé au début</b>		25 173	25 173	20 256
<b>Excédent accumulé à la fin</b>		28 702	33 571	22 304

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



## État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>30 sept. 2015</b>	<b>31 mars 2015</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	55 108	47 596
Trésorerie - Fonds des talents	1 810	552
Débiteurs	3 402	4 196
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 429	3 348
Prêt	655	655
	<b>63 404</b>	<b>56 347</b>
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	2 338	2 297
Revenus reportés - Fonds des talents	1 090	206
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	29 201	32 316
Passif au titre des avantages sociaux futurs	771	829
	<b>33 400</b>	<b>35 648</b>
<b>Actifs financiers nets</b>	<b>30 004</b>	<b>20 699</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles	3 052	2 581
Charges payées d'avance	515	1 893
	<b>3 567</b>	<b>4 474</b>
<b>Excédent accumulé</b>	<b>33 571</b>	<b>25 173</b>

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



### État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	<b>30 sept. Budget</b>	<b>30 sept. 2015</b>	<b>31 mars 2015</b>
<b>Excédent</b>	3 529	8 398	4 917
<b>Opérations liées aux immobilisations corporelles</b>			
Amortissement	149	161	553
Acquisitions	(676)	(632)	(1 317)
<b>Autres opérations</b>			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(361)	(1 893)
Utilisation des charges payées d'avance	1 900	1 739	2 162
<b>Augmentation des actifs financiers nets</b>	<b>4 902</b>	<b>9 305</b>	<b>4 422</b>
<b>Actifs financiers nets au début de l'exercice</b>	<b>20 699</b>	<b>20 699</b>	<b>16 277</b>
<b>Actifs financiers nets à la fin</b>	<b>25 601</b>	<b>30 004</b>	<b>20 699</b>

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



### État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 30 septembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trimestre terminé le 30 sept.		Semestre terminé le 30 sept.	
	2015	2014	2015	2014
<b>Activités de fonctionnement</b>				
Excédent (déficit)	(1 430)	(2 953)	8 398	2 048
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Diminution du passif au titre des avantages sociaux futurs	(2)	(46)	(58)	(204)
Amortissement des immobilisations corporelles	80	154	161	333
	(1 352)	(2 845)	8 501	2 177
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution (augmentation) des débiteurs	(760)	(1 884)	794	(789)
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	7	66	919	354
Augmentation des créditeurs et charges à payer	368	1 014	41	484
Augmentation des revenus reportés - Fonds des talents	884	1 725	884	1 725
Augmentation (diminution) des obligations relatives aux programmes d'aide financière	6 779	9 023	(3 115)	3 637
Diminution des charges payées d'avance	130	3	1 378	1 685
	6 056	7 102	9 402	9 273
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>				
Acquisitions	(383)	(164)	(632)	(285)
<b>Activités de placement</b>				
Octroi d'un prêt	-	(654)	-	(654)
<b>Augmentation du montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents</b>	5 673	6 284	8 770	8 334
<b>Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents au début de la période</b>	51 245	51 357	48 148	49 307
<b>Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période</b>	56 918	57 641	56 918	57 641

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.





## Note aux états financiers trimestriels

### 1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2015. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2015.

## Annexes A et B - Autres renseignements

### A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 30 sept.	
	2015	2014
Salaires et avantages sociaux	4 435	4 153
Location, taxes, chauffage et électricité	439	454
Honoraires professionnels	425	320
Technologies de l'information	312	415
Frais de bureau	107	139
Voyages et accueil	82	111
Amortissement d'immobilisations corporelles	80	154
Publicité et publications	44	62
	5 924	5 808

### B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Semestre terminé le 30 sept.	
		2015	2014
Salaires et avantages sociaux	9 413	8 967	8 435
Technologies de l'information	935	939	982
Location, taxes, chauffage et électricité	856	886	904
Honoraires professionnels	769	773	655
Frais de bureau	299	267	250
Voyages et accueil	290	185	222
Amortissement d'immobilisations corporelles	149	161	333
Publicité et publications	113	72	79
	12 824	12 250	11 860